

DES «SOCIALISTES»? ...

...

Umanità nova - 1^{er} août 1922

Dans la *Giustizia* du 29 juillet, Francesco Bellentani répond à un article où je disais que ceux de la *Giustizia* avaient cessé d'être socialistes, et il trouve «*curieux que des gens qui ne partagent pas les idées socialistes puissent donner des leçons de socialisme... aux socialistes*».

Bellentani a probablement la chance d'être très jeune, mais il a certainement le malheur d'être mal informé des choses du socialisme. Qu'il veuille bien interroger Prampolini et il s'entendra sans doute dire que nous avons le droit de parler du socialisme au moins autant que «*les socialistes*». Il apprendra que nous avons été les premiers, en Italie, à expliquer et à propager le socialisme et que si nous avons abandonné le nom de socialistes, ce n'était pas que nos idées aient changé mais pour éviter d'être confondus, nous anarchistes-socialistes, avec les socialistes démocrates.

Nous nous sommes séparés de ces derniers, ou plutôt eux se sont séparés de nous soit pour des raisons de tactique - nous étions, nous, pour abattre le pouvoir politique et eux pour le conquérir - soit sur la façon dont devait, selon nous, être réalisé le socialisme: nous sommes des libertaires et eux sont des autoritaires.

Mais les uns comme les autres, nous étions toujours socialistes dans la mesure où nous pensions que ce n'est qu'en détruisant le système capitaliste et en donnant aux travailleurs les moyens de production que les travailleurs peuvent s'émanciper, que les classes peuvent être abolies et une société d'hommes libres et solidaires instaurée.

Contre les socialistes qui acceptèrent la tactique électorale et parlementaire, nous avons mené une lutte très dure parce que nous avons prévu que cette tactique étoufferait l'esprit révolutionnaire des masses et mènerait à l'abdication du socialisme; et les socialistes électionnistes se défendaient en nous répondant que s'ils voulaient aller au Parlement, ce n'était pas parce qu'ils croyaient qu'on pouvait réaliser le socialisme grâce au Parlement mais simplement parce qu'ils voulaient se servir de la tribune parlementaire et des avantages liés au mandat de député pour mieux faire de la propagande et mieux servir la cause de la révolution. Il ne serait jamais venu à l'idée d'aucun socialiste de dire que le Parlement bourgeois, autrement dit un Parlement élu et fonctionnant en régime capitaliste, pouvait servir à défendre et à garantir la liberté populaire, la liberté des travailleurs.

Par contre, maintenant, la *Giustizia* nous apprend une première fois dans un article d'Augusto Osimo que la «*collaboration de classes*» nous apporterait tout le bien dont les socialistes de toutes les écoles ont toujours pensé qu'il ne pouvait pas être obtenu sans l'abolition du système capitaliste (ce serait là rendre le socialisme inutile). La fois suivante, ce journal nous dit que le Parlement est «*le rempart de la liberté*»: il renie ainsi tout ce que les socialistes ont toujours dit sur la lutte des classes et sur l'influence que les conditions économiques ont sur les institutions politiques ainsi que sur la valeur réelle des libertés constitutionnelles.

Après cela, est-ce qu'on peut dire que la *Giustizia* est encore socialiste?

Ceux de la *Giustizia* espèrent maintenant aller au gouvernement et ils y auront naturellement des postes plus ou moins subalternes si la bourgeoisie a besoin d'eux pour essayer d'arrêter la marée populaire qui va déferler.

Et s'ils y vont, ils essayeront de faire passer un système financier moins malhonnête et moins stupide, et un système judiciaire et policier moins meurtrier - du moins, nous voulons le croire.

Ils pourront faire du bon travail dans l'intérêt de la tranquillité publique et de la conservation sociale; ils pourront être de bons administrateurs et peut-être des «libéraux». Mais pas des socialistes!

(Non signé)

Errico MALATESTA.
